

PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES**

Service Eau, Environnement et Forêt



**ARRETE PREFECTORAL  
portant autorisation au titre de l'article  
L.214-3 du code de l'environnement  
concernant**

**les plans d'eau de "Vatanges" et "Vatanges 2"  
COMMUNE DE CONDAT-EN-COMBRAILLE**

**Dossier n° 63-2019-00132**

La Préfète du Puy-de-Dôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Rural et de la Pêche maritime ;

VU l'arrêté du 4 novembre 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2012 portant sur la liste 1 des cours d'eau classés du bassin Loire-Bretagne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°19/01047 du 5 juin 2019 relatif à la lutte contre les espèces d'Ambrosie dans le département du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté du 6 août 2018 fixant des prescriptions relatives à la sécurité des barrages ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion, des Eaux (SAGE) Sioule, approuvé en date du 5 février 2014 ;

VU le dossier de demande de régularisation des plans d'eau, déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, reçu le 23 avril 2019 au bureau en charge de la police de l'eau, présenté par Monsieur SAPPIN André, représentant l'indivision SAPPIN, enregistré sous le n° 63-2019-00132 et relatif aux plans d'eau de « Vatanges » et de « Vatanges 2 », situés sur la commune de Condat-en-Combraille ;

VU le dossier technique de réalisation des travaux (prise d'eau, dérivation, moine, bassin de décantation), joint au dossier de demande de régularisation des plans d'eau, constitué conjointement par les bureaux d'études « Impact Conseil » - Société d'études sur l'eau et l'environnement et par « Michel Faurillon » consultant milieu aquatique ;

VU l'avis réputé favorable de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique en application de l'article R.214-34 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Agence Française pour la Biodiversité en date du 20 mai 2019 ;

VU l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Sioule en date du 14 juin 2019 ;

VU les demandes de compléments reçues le 26 juillet 2019, demandées par l'AFB et par la CLE du SAGE Sioule ;

CONSIDERANT que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier du 11 octobre 2019 ;

CONSIDERANT que le déclarant a émis un avis sur le projet d'arrêté en date du 7 novembre 2019, dans le délai de 1 mois imparti ;

CONSIDERANT que le plan d'eau principal de « Vatanges » est actuellement alimenté sans dérivation par le ruisseau de « Buffevent », affluent du ruisseau de « Tyx » ;

CONSIDERANT que le ruisseau de « Buffevent », affluent du « Tyx », ne fait pas partie de la liste 1 des cours d'eau classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement selon l'arrêté du 10 juillet 2012 sus-visé ;

CONSIDERANT au titre du SDAGE Loire-Bretagne (disposition 1E-3) et du SAGE Sioule (disposition de l'article 1 du règlement), que le propriétaire du plan d'eau doit assurer la continuité écologique du cours d'eau par la mise en place d'une dérivation ;

CONSIDERANT que le plan d'eau principal est alimenté par le ruisseau de « Buffevent », avec une prise d'eau à mettre en place (disposition 1E-3 du SDAGE) ;

CONSIDERANT que la prise d'eau est située sur le ruisseau de « Buffevent » dont le module et le débit d'étiage (débit mensuel minimal ayant la probabilité 1/5 de ne pas être dépassé une année donnée : QMNA<sub>5</sub>) sont à cet endroit, respectivement établis à 22 l/s et 2 l/s, et qu'il y a lieu, dès lors, de fixer un débit prélevé au droit de la prise d'eau et un débit réservé dans le ruisseau de « Buffevent » ;

CONSIDERANT que les plans d'eau, en dérivation du ruisseau de « Buffevent » pour le plan d'eau principal, et à condition d'y installer des grilles, peuvent être exploités en tant que pisciculture ;

CONSIDERANT que les eaux de vidange, pour le plan d'eau principal, s'écoulent directement dans le ruisseau de « Buffevent », lui-même rejoignant à l'aval « Le Tyx », de première catégorie piscicole ; qu'en conséquence, les vidanges sont interdites dans la période allant du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mars inclus de chaque année ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des prescriptions spécifiques pour la vidange du plan d'eau principal, dans le but d'assurer la préservation du milieu aquatique en aval ;

CONSIDERANT que des vidanges régulières sont nécessaires afin de limiter le développement des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux ;

CONSIDERANT que la mise en place d'un moine permet d'améliorer la qualité de l'eau en aval du plan d'eau principal (disposition 1E-3 du SDAGE) ;

CONSIDERANT que la réalisation d'un bassin de décantation, en aval du barrage du plan d'eau principal, est utile en complément du moine pour assurer le piégeage des vases lors des opérations de vidange du plan d'eau (disposition 1E-3 du SDAGE) ;

CONSIDERANT que les travaux projetés sont de nature à détériorer la qualité du cours d'eau ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, selon les dispositions de l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du PUY-DE-DOME ;

### **ARRETE**

## Titre I : Objet de l'autorisation

### Article 1 : Objet de l'autorisation

L'indivision Sappin, représentée par Monsieur SAPPIN André, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserves des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter les plans d'eau de « Vatanges » et « Vatanges 2 » en pisciculture extensive, situés sur la commune de Condat-en-Combraille.

Les activités liées à ces plans d'eau sont concernées par les rubriques de la nomenclature définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.2.1.0.	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A)</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m<sup>3</sup>/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)</p>	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003
3.1.1.0.	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</p> <p>1° un obstacle à l'écoulement des crues (A)</p> <p>2° un obstacle à la continuité écologique</p> <p>a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A)</p> <p>b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D)</p> <p>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.</p>	Autorisation	Néant

3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Autorisation	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha (D)	Autorisation	Néant
3.2.7.0.	Piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L.431-6 (D)	Déclaration	Arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2008

## Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les plans d'eau ont les caractéristiques suivantes :

Plan d'eau principal dit de « Vatanges »

<p><b>LOCALISATION</b></p> <p>Commune de Condat-en-Combraille Lieu-dit : « Vatanges » Section CI - parcelle n° 51A Coordonnées (Lambert 93) (au centre du plan d'eau) X= 662 530 ; Y = 6 527 750</p>	<p><b>BARRAGE DE RETENUE DU PLAN D'EAU</b></p> <p>Type : barrage poids en terre Hauteur maximale : 5 m 61 Largeur en crête : 4 m 50 Longueur : 331 m Tuyau de fond : en béton Ø 600 mm Trop-plein permanent, faisant également office de déversoir de crue : double canal en béton de 1 m 20 x 0,85 suivi d'un tuyau béton Ø 500 mm</p>
<p><b>VOCATION DU PLAN D'EAU</b></p> <p>pisciculture extensive ou pêche sportive</p>	<p><b>RETENUE</b></p> <p>Type d'alimentation : sur cours d'eau Profondeur d'eau moyenne : 2 m 25 Volume approximatif : 210 000 m<sup>3</sup> Surface au miroir : 93 000 m<sup>2</sup> (9,3 ha) Vanne de fond servant de vidange du plan d'eau</p>

## Plan d'eau secondaire dit « Vatanges 2 » ou « Petit Vatanges »

<b>LOCALISATION</b> Commune de Condat-en-Combraille Lieu-dit : « Vatanges » Section CI - parcelle n° 51I Coordonnées (Lambert 93) (au centre du plan d'eau) X= 662 319 ; Y = 6 527 640	<b>BARRAGE DE RETENUE DU PLAN D'EAU</b> Type : barrage poids en terre Hauteur maximale : 3 m 20 Largeur en crête : 3 m Longueur : 42 m Tuyau de fond : en PVC Ø 250 mm Trop-plein permanent, faisant également office de déversoir de crue : tuyau PVC vertical Ø 200 mm connecté au tuyau de fond
<b>VOCATION DU PLAN D'EAU</b> pisciculture extensive ou pêche de loisirs ou nurserie	<b>RETENUE</b> Type d'alimentation : sur source Profondeur d'eau moyenne : 1 m Volume approximatif : 1 900 m <sup>3</sup> Surface au miroir : 1 890 m <sup>2</sup> (0,19 ha) Vanne de fond servant de vidange du plan d'eau

### Titre II: Prescriptions techniques permanentes

#### Article 3 : Prescriptions générales

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

#### Article 4 : Prescriptions spécifiques relatives aux plans d'eau

Ces prescriptions complètent les prescriptions générales visées à l'article 3.

##### 4.1. Alimentation des plans d'eau hormis phase de remplissage

###### 4.1.1. Plan d'eau de Vatanges

Le plan d'eau de « Vatanges » est alimenté par le ruisseau de « Buffevent », par l'intermédiaire d'une prise d'eau.

Le débit réservé à maintenir dans le ruisseau de « Buffevent », juste en aval de la prise d'eau, doit être supérieur ou égal au 1/10<sup>e</sup> du module, soit 2,2 l/s, ou au débit naturel du ruisseau en amont de la prise d'eau si celui-ci est inférieur à la valeur précitée.

**Au plus tard, avant fin 2022**, et en cas de conservation du plan d'eau, la prise d'eau est un ouvrage maçonné, mis en place et aménagé de telle sorte que ce dispositif puisse :

- fermer totalement l'alimentation du plan d'eau en cas de besoin et notamment lors des opérations de vidange du bassin,
- maintenir dans le ruisseau de « Buffevent » le débit réservé de 2,2 l/s. La prise d'eau est conçue comme un seuil franchissable, d'une barrette en béton inamovible, calibrée pour ne prélever au maximum que 220 l/s et garantir le débit réservé dans le cours d'eau.
- recevoir une grille empêchant l'entrée du poisson dans le bassin.

**Le calibrage, dimensionnement et calage de cet ouvrage est assuré par le bureau d'étude en charge de la vérification du dimensionnement du déversoir de crue visé à l'article 1.9 du dossier technique sus-visé.**

**Le propriétaire du plan d'eau réalisera les travaux de cet ouvrage conformément aux dispositions du dossier technique sus-visé.**

#### 4.1.2. Plan d'eau de Vatanges 2 ou Petit Vatanges

Le plan d'eau de « Vatanges 2 » est alimenté sur source.

#### 4.2. Rejet des trop pleins hormis phase de vidange

##### 4.2.1. Plan d'eau de Vatanges

**A l'issue de la prochaine vidange et plus tard avant fin 2022**, un moine ou à minima un faux-moine est construit, afin d'assurer la restitution de l'eau de fond du plan d'eau au cours d'eau en fonctionnement normal, et dans le cas d'un moine de limiter les départs de sédiments lors de la vidange. Toute évacuation d'eau de surface par cet ouvrage est interdite hors épisode de crue.

La cote normale des eaux est fixée 15 cm au moins sous le radier de l'évacuateur de crue.

##### 4.2.2. Plan d'eau de Vatanges 2 ou Petit Vatanges

**A l'issue de la prochaine vidange et plus tard avant fin 2022**, à minima un faux-moine est construit, afin d'assurer la restitution de l'eau de fond du plan d'eau, et une nouvelle vanne de fond, type guillotine, est installée au droit de la conduite de fond.

La cote normale des eaux est fixée 15 cm au moins sous le radier de l'évacuateur de crue.

#### 4.3. Rejet par l'évacuateur de crue

**Au plus tard avant fin 2022**, l'évacuateur de crue existant au droit du barrage du plan d'eau principal de « Vatanges » est remis en état conformément aux modalités du dossier technique joint au présent arrêté.

Le radier des évacuateurs de crue est calé à minima 30 cm environ sous la crête du barrage de retenue.

Pour la crue centennale, la cote des plus hautes eaux est fixée 20 cm au moins sous la crête du barrage de retenue.

Toute évacuation d'eau par les déversoirs de crue est interdite hors épisode de crue. **Aucune grille ne doit être installée sur ces ouvrages.**

#### 4.4. Vidange

**Au plus tard avant fin 2022**, un bassin de décantation est mis en place pour satisfaire aux opérations de vidange du plan d'eau principal de « Vatanges ». Une grille est installée à l'aval du bassin de décantation pour éviter aux poissons du cours d'eau de se trouver piégés dans le bassin.

Lors de la vidange, les eaux du plan d'eau s'évacuent par le tuyau de fond dans la pêcherie, avant de rejoindre le ruisseau de « Buffevent », affluent direct du ruisseau de « Tyx », de première catégorie piscicole.

#### **Généralités :**

Les opérations de vidanges sont régulièrement surveillées de manière à garantir la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Tout incident sera immédiatement déclaré à l'administration. La vitesse de descente du plan d'eau principal de « Vatanges » sera limitée voire annulée momentanément si nécessaire, pour éviter l'entraînement de sédiments à l'aval du plan d'eau.

**La vidange des plans d'eau est interdite pendant la période du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mars.**

Le service en charge de la police de l'eau, l'Agence Française pour la Biodiversité et la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique sont informés au moins quinze jours à l'avance de la date du début des vidanges et du début de la remise en eau.

Durant la vidange du plan d'eau principal de « Vatanges », les eaux rejetées dans le cours d'eau aval ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre ;
- ammonium ( $\text{NH}_4^+$ ) : 2 milligrammes par litre ;
- la teneur en oxygène dissous ( $\text{O}_2$ ) ne doit pas être inférieure à 6 milligrammes par litre.

La qualité des eaux rejetées est mesurée en aval, juste avant le rejet dans le cours d'eau.

A aucun moment, les eaux du plan d'eau principal et les eaux restituées ne doivent nuire à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire conformément à l'article L.432-2 du Code de l'Environnement.

Le débit de vidange est adapté afin de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval, ainsi que pour éviter les départs de sédiments.

Des dispositifs limitant les départs de sédiments (filtres à pouzzolane ou bottes de pailles, ...) sont mis en place lors de la vidange afin d'assurer la qualité minimale des eaux fixée ci-avant.

Les dispositifs limitant le départ de sédiments sont correctement dimensionnés pour être efficaces et assurer ainsi la qualité minimale des eaux fixées ci-avant.

**Le remplissage du plan d'eau principal de « Vatanges » a lieu en dehors de la période allant du 15 juin au 30 septembre** (cette disposition ne concerne pas les étangs sur source).

Le remplissage est progressif de façon à maintenir dans le cours d'eau, juste à l'aval du plan d'eau principal, **un débit réservé de 2,2 l/s**, comme mentionné à l'article 4.1.1 du présent arrêté, permettant de maintenir la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivantes dans les eaux.

Le dispositif de rejet des eaux du plan d'eau principal est équipé d'un système d'évaluation, type échelle limnimétrique ou repère inamovible, du débit minimal à assurer dans le cours d'eau durant la phase de remplissage.

Le permissionnaire est responsable du maintien de ce repère.

Le système de vidange reste donc partiellement ouvert durant la phase de remplissage.

### **Particularités :**

La fréquence de vidange des plans d'eau est à adapter au regard de la situation des lieux et au degré d'envasement de ces derniers.

Pendant la vidange du plan d'eau principal de « Vatanges », l'alimentation du plan d'eau est fermée et **le débit de rejet est limité à 60 l/s** (3 fois le module) en sortie du plan d'eau, soit une **durée de vidange à minima d'environ 40 jours**.

Le dispositif de rejet des eaux du plan d'eau principal est équipé d'un système d'évaluation, type échelle limnimétrique ou repère inamovible, du débit maximal à rejeter dans le cours d'eau durant la phase de vidange.

Lors de la vidange, le poisson présent dans le plan d'eau est récupéré dans la pêcherie, aménagée à cet effet, avec des grilles d'espacement maximal entre les barreaux de 10 mm. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ou dont l'introduction est interdite sont détruites.

Une mise en assec, permettant une minéralisation suffisante des vases, est recommandée avant la remise en eau du plan d'eau.

Si le permissionnaire souhaite réaliser un curage du fond de son plan d'eau, les vases et sédiments extraits, ainsi que ceux piégés dans le bassin de décantation et/ou au droit des bottes de paille ou blocs de pouzzolane, sont écartés sur son terrain, et en aucune manière dans le lit du cours d'eau.



#### **4.5. Circulation piscicole et continuité hydraulique au droit du plan d'eau de Vatanges**

**Au plus tard avant fin 2022**, une dérivation écologique (franchissable par les espèces) est réalisée conformément aux modalités du dossier technique sus-visé.

Des grilles d'espacement maximal de 10 mm entre les barreaux sont installées, au droit de la prise d'eau en amont du plan d'eau, et au-dessus de l'ouvrage de trop-plein permanent (moine), rendant impossible la circulation du poisson entre le plan d'eau et le cours d'eau en amont et en aval.

La hauteur des grilles est à minima de 15 cm.

**Le nettoyage fréquent de ces grilles est nécessaire.**

#### **4.6. Autres dispositions piscicoles et sanitaires**

Les moyens de transports et matériels de pêche sont nettoyés et désinfectés après chaque utilisation.

Conformément à l'article L.432-10 du Code de l'Environnement, il est interdit d'introduire dans ce plan d'eau :

- Toute espèce susceptible de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux, et dont la liste est fixée à l'article R.432-5 du code de l'environnement. En particulier, sont interdits poisson-chat, perche soleil, écrevisse californienne... ,
- Les poissons et espèces non représentés dans les cours d'eau français (esturgeons, carpes chinoises,...) et ne figurant pas sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 1985,
- Les poissons des espèces suivantes : brochet, perche, sandre et black-bass.

Sans préjudice de la réglementation relative aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies, l'introduction de poissons, d'alevins ou d'œufs provenant d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture non agréés est interdite.

En cas de suspicion d'infection d'animaux aquatiques, le propriétaire alertera sans délai le Préfet (Direction Départementale de la Protection des Populations) aux fins de prendre toutes mesures utiles.

#### **Article 5 : Prescriptions spécifiques relatives au barrage**

Le barrage ne relève d'aucune classe au titre de l'article R.214-112 du code de l'environnement.

#### **Généralités :**

Un barrage doit être régulièrement entretenu (tonte, surveillance des désordres occasionnés par les rongeurs, ...). Toute plantation d'arbres ou d'arbrisseaux est à proscrire sur un barrage ou ses parements. En cas d'existence de gros arbres, ces derniers seront laissés dans l'immédiat en attendant l'avis d'un bureau d'étude. Leur coupe peut nécessiter un traitement plus lourd (dessouchage avec confortement, ...) pour éviter d'endommager le corps du barrage ou éviter des problèmes ultérieurs lors du pourrissement des racines.

### **Titre III : Prescriptions techniques en phase travaux**

#### **Article 6 : Prescriptions spécifiques relatives aux modalités de réalisation des travaux**

Les travaux envisagés, tels que définis au dossier technique sus-visé, sont autorisés dans un délai de trois ans (3) à compter de la signature du présent arrêté.

Les travaux sont réalisés en période de basses eaux, et suspendus en cas d'orage. Ils sont interdits durant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars, correspondant à la période de reproduction (frai) des espèces piscicoles.

#### **Article 7 : Prescriptions d'ordres générales aux modalités de réalisation des travaux**

##### **Mesures générales**

- la circulation des engins dans l'eau est interdite,
- des filtres à paille ou des gabions de pouzzolane sont mis en place dans le cours d'eau à l'aval de la prise d'eau, ainsi qu'à l'aval de la sortie de l'étang. Les filtres sont régulièrement entretenus, notamment après chaque évènement pluvieux,
- toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter le départ de matières en suspension (MES) dans le lit du cours d'eau,
- des précautions particulières sont apportées afin d'éviter l'implantation ou la propagation des espèces invasives (plantes exotiques envahissantes, comme la renouée du Japon),
- les engins et autres véhicules sont stationnés en dehors de la zone de crue pendant les périodes d'inactivité,
- le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche aménagée à cet effet,
- toute opération d'entretien des matériels et des engins de chantier est interdite sur le site,
- le stockage des carburants et autres produits présentant des risques pour le milieu aquatique (ciments, peintures, enduits, ...) se fait hors zone du chantier sur une aire étanche ou local, afin de prévenir toute fuite dans le cours d'eau,
- les engins intervenant sur le chantier sont préalablement révisés et en bon état d'entretien afin d'éviter tout risque de pollution par les défaillances des systèmes hydrauliques, des fuites d'huile ou de carburant,
- le pétitionnaire impose aux entreprises intervenant sur le chantier, un cahier des charges comprenant toutes les prescriptions relatives à la bonne réalisation des travaux.

##### **Zone des travaux**

- l'accès des engins se fait par les voies d'accès au plan d'eau. En cas de circulation des engins dans des parcelles n'appartenant pas au pétitionnaire, humides, celles-ci devront être le moins possible impactées, en limitant les passages, les demi-tours et en évitant les zones les plus engorgées.

##### **Dérivation provisoire du cours d'eau**

- une dérivation provisoire est mise en place pour mettre hors d'eau la zone des travaux. Un batardeau étanche est constitué en tête de la dérivation avec des matériaux inertes du site. Si des infiltrations se produisent durant les travaux dans les fouilles, les eaux souillées sont rejetées en dehors du cours d'eau ou dirigées vers un bassin de décantation constitué à cet effet.

### **Pêche**

- avant le commencement des travaux, et en cas de nécessité, et à la demande du pétitionnaire auprès de la Fédération Départementale de la Pêche du Puy-de-Dôme ou de l'AFB, une pêche électrique de sauvetage des espèces est réalisée. Les poissons capturés sont temporairement stockés dans des bassines, puis remis à l'eau à l'aval immédiat du plan d'eau.
- les espèces indésirables et/ou invasives sont détruites (poissons-chats, perches soleils, écrevisses dites de Louisiane, ...).
- immédiatement après la fin de la pêche, des grilles provisoires sont mises en place pour isoler le tronçon pêché, afin d'éviter tout retour de poisson dans la zone des travaux.

### **Ciment**

- en cas de mise en œuvre de ciment ou de fleur de ciment, toutes mesures sont prises pour éviter tout écoulement lors des travaux. Pour cela, une attention particulière est de rigueur lors du coulage des bétons. Le nettoyage des engins et/ou des matériels est strictement interdit à proximité du cours d'eau et les eaux de lavages ne doivent pas retourner au milieu.

### **Enlèvement de végétation**

- la ripisylve est entretenue de manière patrimoniale. La végétation est conservée tant que possible. Seuls doivent être enlevés les arbres en mauvais état, trop inclinés ou morts susceptibles de tomber dans le lit du cours d'eau et créer des embâcles. Toutes les tailles doivent être évacuées du cours d'eau et les souches autant que possible ne doivent pas être arrachées.

### **Article 8 : Prescriptions à mettre en œuvre à la fin des travaux**

- le fond du lit est reconstitué comme à l'origine avec les matériaux extraits de la phase de décaissement qui auront été mis de côté et remis en place après travaux,
- tous les dispositifs de chantier sont retirés de la zone : barrages, batardeaux, dispositifs de décantation, aménagements d'accès, ... ,
- avant de retirer les barrages, les sédiments et les déchets accumulés sur le secteur isolé sont enlevés,
- la mise en eau de la dérivation se fait de façon progressive,
- les berges éventuellement abîmées sont restaurées et stabilisées pour éviter l'érosion,
- la zone est débarrassée des résidus de chantiers : sacs, gravats et tous autres déchets,
- l'accès au chantier est remis en état autant que nécessaire.

### **Article 9 : Information préalable des services avant la réalisation des travaux**

Le pétitionnaire informe 15 jours avant le démarrage des travaux les services suivants :

- le service en charge de la police de l'eau (ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr),
- l'Agence Française pour la Biodiversité (sd63@afbiodiversite.fr), et
- la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (accueil@peche63.com).

## **Titre IV : Dispositions générales**

### **Article 10 : Durée de l'autorisation**

**La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, à compter de sa notification au pétitionnaire.**

### **Article 11 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier initial d'autorisation est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 12 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révoquant sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'Administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au Préfet les incidents ou accidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

### **Article 14 : Conditions de renouvellement de l'autorisation**

Avant l'expiration de la présente autorisation, le permissionnaire, s'il souhaite en obtenir la renouvellement, devra adresser au Préfet une demande, dans les conditions de délai, de forme et de contenu, conformément aux dispositions de l'article L.181-15 du code de l'environnement.

### **Article 15 : Remise en état des lieux**

Si le permissionnaire souhaite renoncer à son autorisation, il en fait la demande au Préfet qui peut faire établir un projet de remise en état des lieux totale ou partielle, accompagnée des éléments de nature à justifier celui-ci.

### **Article 16 : Accès aux installations**

Les agents mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ont libre accès, dans les conditions fixées par l'article L.171-1 du code de l'environnement, aux plans d'eau autorisés par le présent arrêté. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

### **Article 17 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 18 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 19 : Publication et information des tiers**

Un extrait de la présente autorisation, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affichée dans la mairie de Condat-en-Combraille pendant une durée minimale d'un mois, et copie transmise pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Sioule.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée d'au moins un an.

### **Article 20 : Voies et délais de recours**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de sa publication sur le site Internet de la préfecture du Puy-de-Dôme suivant les conditions de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon, C.S 90129, 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1) peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'Administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

## Article 21 : Exécution

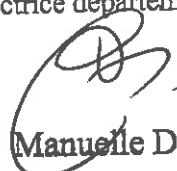
La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
Le maire de la commune de Condat-en-Combraille,  
Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,  
Le directeur départemental de la protection des populations du Puy-de-Dôme,  
Le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

au président de la commission locale de l'eau du SAGE Sioule,  
au président de la Fédération Départementale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique

Fait à Clermont-Ferrand, le 25 novembre 2019

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
/ Le directeur départemental des territoires,  
la Directrice départementale adjointe,

  
Manuelle DUPUY

P.J : 4 Arrêtés de prescriptions générales